

Expert en contrôle de gestion, audit et gestion de système d'information (MS)

RNCP36741 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	310
Formacode(s)	32098
Code(s) ROME	M1204, M1206, M1205, M1202
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	20/07/2022
Date d'échéance	20/07/2027

Certificateur(s)

SKEMA BUSINESS SCHOOL · SIRET : 78370584100022**SKEMA · SIRET : 78370584100063**<https://www.skema-bs.fr/>

Partenaires habilités

1 organisme habilité, d'après la liste publiée par France compétences : 1 à former.

Organisme	SIRET	Habilitation
FORMASUP NORD-PAS DE CALAIS	42813525500050	Former

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

L'Expert en contrôle de gestion, audit et gestion du système d'information participe aux décisions prises au niveau de la Direction générale pour fixer sa stratégie et plus particulièrement sur le volet financier. Professionnel de haut niveau des fonctions du chiffre et de la finance, il élabore et/ou garantit la validité des documents comptables y compris prévisionnels, pilote les remontées financières et de contrôle nécessaires au pilotage opérationnel de la performance, mesure les risques financiers et les contrôles. Il est en mesure de piloter le système d'information comptable et financier dont il assume le développement et dont il peut réaliser

ACTIVITÉS VISÉES

Piloter le système de contrôle de gestion et de management de la performance d'une organisation

Mettre en place et animer l'utilisation des outils d'audit interne et de contrôle interne

Réaliser des audits ou des contrôles des opérations comptables ou financières

Auditer et animer un système d'information de gestion en lien avec la Direction des Systèmes d'Information (DSI)

Superviser la réalisation de l'ensemble des opérations comptables d'une entreprise

Superviser des opérations de gestion de trésorerie et de financement d'une entreprise ou d'un groupe

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Elaborer et animer le processus budgétaire en lien avec les différentes fonction

Evaluer la performance de l'activité en calculant et analysant les écarts de gestion

Mettre en œuvre des méthodologies alternatives tels le Beyond Budgeting Round Table (BBRT) ou le Budget Base

Zero (BBZ)

Elaborer des modèles de tableaux de bord

(Balanced Scorecard (BSC), Objectifs, Variables d'Action, Responsables (OVAR)

Elaborer les indicateurs de gestion représentatifs de la mesure de la performance

Analyser les indicateurs de gestion en identifiant les écarts entre le réalisé et les attendus de la Direction Générale

Communiquer les résultats des analyses en remontant des indicateurs de gestion aux différents échelons hiérarchiques

Concevoir et mettre en œuvre des systèmes de calcul des coûts

Piloter la rentabilité des portefeuilles clients en mobilisant une analyse des coûts de revient.

Proposer des solutions d'amélioration de la performance en calculant la rentabilité produits-clients

Elaborer des indicateurs RSE pour assurer le pilotage de la performance RSE de l'entreprise

Assurer le suivi de la réalisation des objectifs de l'entreprise dans le volet RSE

Mettre en œuvre les obligations légales et les engagements RSE de l'entreprise

Piloter la mise en œuvre des outils et techniques d'audit interne à chaque étape du déroulement de la mission d'audit interne

Piloter la mission d'audit en mettant en œuvre des Normes Professionnelles et déontologiques de l'auditeur interne (IPPF) édictées par the Institute of Internal Audit (IIA) selon le type de mission

Rédiger des rapports d'audit interne de qualité en respectant les standards de la profession et élaborant une synthèse de ses conclusions d'audit

Mesurer les risques qui pourraient menacer l'organisation en proposant une cartographie des risques auxquels elle fait face afin de les analyser

En se basant sur les risques identifiés, formuler des recommandations et des plans d'action

Mettre en œuvre un dispositif de contrôle interne en respectant une cohérence entre la stratégie de la Direction Générale et la conformité avec les cadres de référence internationaux du contrôle interne

Organiser la mission d'audit légal ou contractuel sur tout ou partie de la mission pour laquelle l'auditeur est planifié en respectant les standards de qualité et le code de déontologie de la profession

Actualiser sa documentation professionnelle et réglementaire en organisant une veille

Identifier les situations d'incompatibilités de l'auditeur afin d'être à tout instant en conformité avec les lois nationales, européennes et internationales en vigueur

Elaborer un programme de travail adapté, en appréhendant les concepts fondamentaux d'audit légal et identifier les risques d'une entreprise qui orientent la mission d'audit légal

Piloter la mise en œuvre des techniques et outils d'audit légal à chaque étape du déroulement de la mission en garantissant la qualité des travaux d'audit, le respect de la déontologie et des Normes d'Exercice Professionnel (NEP) et International Standard Auditing (ISA)

Contrôler la conformité de la stratégie des Systèmes d'Information (SI) en suivant les techniques d'audit des SI

Rédiger un rapport de mission d'audit organisationnel et SI en conformité avec les recommandations de l'AFAI-ISACA (Association de référence des métiers des systèmes d'information)

Elaborer des standards et des procédures en élaborant une politique de la gouvernance de la DSI

Auditer l'architecture du Système d'Information avec l'organisation de l'entreprise

Cartographier le Système d'Information d'une organisation en réalisant une urbanisation des SI

Elaborer un plan d'affaires (business plan) adapté à un projet SI en élaborant des objectifs techniques et financier

S'assurer de la continuité des activités de l'entreprise dans l'évolution du SI en auditant les processus d'acquisition, de développement et d'implémentation du SI

Implémenter les outils de planification SI en calculant le retour sur investissement du Système d'Information afin de permettre le choix le plus performant

Elaborer un flux d'information de la donnée en naviguant entre les différents outils informatiques

Améliorer les flux de données du SI en nettoyant des jeux de données (Data Cleaning)

Exploiter les flux d'informations en collectant des volumes massifs de données (Data Mining)

Analyser les flux de données (Data Analysing) afin d'identifier celles qui permettront de réaliser un reporting utile à la prise de décision financière et non financière de la Direction Générale

Superviser l'ensemble des écritures comptables de l'ensemble de la vie de l'entreprise en respectant les normes comptables

Etablir des comptes sociaux en appliquant les normes comptables françaises du Plan Comptable Général (PCG) et/ou des normes comptables internationales de l'International Financial Reporting Standards (IFRS)

Effectuer les retraitements et passer l'ensemble des écritures préalables à la consolidation

Elaborer des documents financiers consolidés selon les normes françaises du Plan Comptable Général (PCG) et/ou les normes comptables internationales de l'International Financial Reporting Standards (IFRS)

Etablir la trésorerie prévisionnelle d'une entreprise en élaborant des plans et budgets de trésorerie traduisant les décisions de la Direction générale afin d'évaluer les flux financiers futurs de l'entreprise

Mettre en place un suivi de la trésorerie d'une entreprise à l'aide d'indicateurs associés à un tableau de bord dédié

Mettre en œuvre des solutions de financement en adéquation avec la structure de l'entreprise, sa stratégie et la politique financière de la Direction générale

Rédiger un rapport de gestion financière et une demande de financement en sélectionnant des arguments pertinents

Organiser l'activité d'une équipe métier-finance, en utilisant le mode projet

Animer l'équipe en prenant en compte de la diversité de ses membres

Mettre en œuvre une politique de structuration de haut de bilan d'une entreprise en proposant des solutions de financement adaptées à un projet

Proposer des solutions de financement du besoin de fonds de roulement d'un projet, en s'appuyant sur les techniques financières adaptées

Analyser une situation concurrentielle et financière en prenant en compte l'ensemble des fonctions de l'entreprise

Etablir des documents financiers et budgétaires prévisionnels équilibrés d'un projet en cohérence avec les objectifs de développement de la Direction de l'entreprise et son environnement

Décliner les objectifs RSE d'un projet en respectant les obligations légales et les engagements de l'entreprise

Optimiser les résultats financiers et non-financiers en simulant différentes options d'un projet de développement de l'entreprise équilibrées financièrement

Rédiger un plan d'affaires (business plan) en faisant ressortir de façon convaincante les diverses éléments opérationnels et financiers pour accompagner la prise de décision

Défendre oralement un plan d'affaires (business plan)

Blocs de compétences

RNCP36741BC01 — Piloter le système de contrôle de gestion et de management de la performance d'une organisation.

LISTE DE COMPÉTENCES

Elaborer et animer le processus budgétaire en lien avec les différentes fonctions

Evaluer la performance de l'activité en calculant et analysant les écarts de gestion

Mettre en œuvre des méthodologies alternatives tels le Beyond Budgeting Round Table (BBRT) ou le Budget Base Zero (BBZ)

Elaborer des modèles de tableaux de bord
(Balanced Scorecard (BSC), Objectifs, Variables d'Action, Responsables (OVAR))

Elaborer les indicateurs de gestion représentatifs de la mesure de la performance

Analyser les indicateurs de gestion en identifiant les écarts entre le réalisé et les attendus de la Direction Générale

Communiquer les résultats des analyses en remontant des indicateurs de gestion aux différents échelons hiérarchiques

Concevoir et mettre en œuvre des systèmes de calcul des coûts

Piloter la rentabilité des portefeuilles clients en mobilisant une analyse des coûts de revient

Proposer des solutions d'amélioration de la performance en calculant la rentabilité produits-clients

Elaborer des indicateurs RSE pour assurer le pilotage de la performance RSE de l'entreprise

Assurer le suivi de la réalisation des objectifs de l'entreprise dans le volet RSE

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Cas pratique écrit - Travail individuel : L'auditeur devra gérer le processus budgétaire.

Travail individuel écrit - Cas pratique écrit - Il est demandé à l'auditeur de mettre en œuvre des techniques de calcul des coûts de revient et d'analyse des rentabilités produits/clients.

Cas pratique - Travail collectif écrit, suivi d'une soutenance individuelle.

Il est demandé un travail collectif avec un rendu portant sur le pilotage de la dimension RSE.

RNCP36741BC02 — Mettre en place et animer l'utilisation des outils d'audit interne et de contrôle interne.

LISTE DE COMPÉTENCES

Piloter la mise en œuvre des outils et techniques d'audit interne à chaque étape du déroulement de la mission d'audit interne

Piloter la mission d'audit en mettant en œuvre des Normes Professionnelles et déontologiques de l'auditeur interne (IPPF) édictées par the Institute of Internal Audit (IIA) selon le type de mission

Rédiger des rapports d'audit interne de qualité en respectant les standards de la profession et élaborant une synthèse de ses conclusions d'audit

Mesurer les risques qui pourraient menacer l'organisation en proposant une cartographie des risques auxquels elle fait face afin de les analyser

En se basant sur les risques identifiés, formuler des recommandations et des plans d'action

Mettre en œuvre un dispositif de contrôle interne en respectant une cohérence entre la stratégie de la Direction Générale et la conformité avec les cadres de référence internationaux du contrôle interne

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Cas pratique - Rapport écrit - Travail individuel

L'auditeur doit résoudre des problématiques professionnelles associées à l'application des outils et techniques de contrôle interne et d'audit interne.

QCM individuel - Il doit répondre à des questions portant sur les fondamentaux relatifs aux normes, à la conformité.

RNCP36741BC03 — Réaliser des audits ou des contrôles des opérations comptables ou financières.

LISTE DE COMPÉTENCES

Organiser la mission d'audit légal ou contractuel sur tout ou partie de la mission pour laquelle l'auditeur est planifié en respectant les standards de qualité et le code de déontologie de la profession afin d'assurer une mission de qualité et préserver la responsabilité de l'auditeur

Actualiser sa documentation professionnelle et réglementaire en organisant une veille afin de répondre aux enjeux

Identifier les situations d'incompatibilités de l'auditeur afin d'être à tout instant en conformité avec les lois nationales, européennes et internationales en vigueur

Elaborer un programme de travail adapté, en appréhendant les concepts fondamentaux d'audit légal et identifier les risques d'une entreprise qui orientent la mission d'audit légal afin de finaliser la mission d'audit

Piloter la mise en œuvre des techniques et outils d'audit légal à chaque étape du déroulement de la mission en garantissant la qualité des travaux d'audit, le respect de la déontologie et des Normes d'Exercice Professionnel (NEP) et International Standard Auditing (ISA) en vue de donner une opinion conforme aux règles professionnelles

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Cas pratique et rapport écrit - Travail individuel

L'auditeur doit résoudre des problématiques professionnelles associées aux normes NEP et ISA (normes internationales d'Audit) et de mise en œuvre d'une mission d'audit.

QCM individuel - L'auditeur doit répondre à des questions portant sur les compétences nécessaires à l'auditeur externe telles qu'elles sont reprises par les NEP.

RNCP36741BC04 — Auditer et animer un système d'information de gestion en lien avec la Direction des Systèmes d'Information (DSI).

LISTE DE COMPÉTENCES

Contrôler la conformité de la stratégie des Systèmes d'Information (SI) en suivant les techniques d'audit des SI afin de s'assurer que la stratégie est alignée avec les objectifs fixés par la Direction Générale

Rédiger un rapport de mission d'audit organisationnel et SI en conformité avec les recommandations de l'AFAI-ISACA (Association de référence des métiers des systèmes d'information) afin d'améliorer le dispositif de gouvernance des SI de l'entreprise

Elaborer des standards et des procédures en élaborant une politique de la gouvernance de la DSI afin de l'accompagner dans le suivi de bonnes pratiques

Auditer l'architecture du Système d'Information avec l'organisation de l'entreprise afin de valider la cohérence de la vision stratégique de la Direction Générale

Cartographier le Système d'Information d'une organisation en réalisant une urbanisation des SI afin d'adapter les applications informatiques aux besoins de l'entreprise

Elaborer un plan d'affaires (business plan) adapté à un projet SI en élaborant des objectifs techniques et financier afin d'aligner le Système d'Information de l'entreprise avec les besoins de la Direction Générale

S'assurer de la continuité des activités de l'entreprise dans l'évolution du SI en auditant les processus d'acquisition, de développement et d'implémentation du SI afin de certifier que les outils informatiques sont adaptés aux besoins de la Direction Générale

Implémenter les outils de planification SI en calculant le retour sur investissement du Système d'Information afin de permettre le choix le plus performant

Elaborer un flux d'information de la donnée en naviguant entre les différents outils informatiques afin de suivre les informations dans le Système d'Information

Améliorer les flux de données du SI en nettoyant des jeux de données (Data Cleaning) afin d'améliorer leur cohérence et leur fiabilité

Exploiter les flux d'informations en collectant des volumes massifs de données (Data Mining) afin de transposer les données en information exploitables

Analyser les flux de données (Data Analysing) afin d'identifier celles qui permettront de réaliser un reporting utile à la prise de décision financière et non financière de la Direction Générale

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas - Travail collectif écrit, suivi d'une soutenance individuelle

Travail collectif avec un rendu sur un audit de la gouvernance des SI, puis une analyse de la stratégie SI de l'entreprise et une architecture existante et applicative.

Etude de cas - Travail individuel écrit -

L'auditeur doit résoudre des problématiques de mise en place d'un projet SI, d'élaboration d'un plan d'affaires (business plan) adapté à un projet SI et de mesurer des retours sur investissement des projets SI.

Cas pratique - Travail individuel écrit - Il sera demandé à l'auditeur de transposer un flux d'informations brutes vers des données intelligibles présentées sous forme de rapports.

QCM - L'auditeur doit répondre à des questions portant sur les compétences nécessaires à l'application des référentiels internationaux.

RNCP36741BC05 — Superviser la réalisation de l'ensemble des opérations comptables d'une entreprise.

LISTE DE COMPÉTENCES

Superviser l'ensemble des écritures comptables de l'ensemble de la vie de l'entreprise en respectant les normes comptables françaises du Plan Comptable Général (PCG) et/ou des normes comptables internationales de l'International Financial Reporting Standards (IFRS) pour tenir une comptabilité financière conforme aux attentes des parties prenantes

Etablir des comptes sociaux en appliquant les normes comptables françaises du Plan Comptable Général (PCG) et/ou des normes comptables internationales de l'International Financial Reporting Standards (IFRS) afin de répondre aux obligations juridiques et fiscales des organisations et aux besoins de la Direction générale d'informer l'ensemble des parties prenantes des résultats de sa stratégie

Effectuer les retraitements et passer l'ensemble des écritures préalables à la consolidation afin de les mettre en conformité par rapport aux normes françaises ou internationales

Elaborer des documents financiers consolidés selon les normes françaises du Plan Comptable Général (PCG) et/ou les normes comptables internationales de l'International Financial Reporting Standards (IFRS) afin de répondre aux obligations juridiques des groupes nationaux et internationaux et aux besoins de la Direction générale d'informer l'ensemble des parties prenantes des résultats de sa stratégie

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Cas pratique - Travail individuel écrit - L'auditeur doit mettre en application des normes comptables françaises (PCG) et internationales (IFRS) pour l'élaboration des comptes sociaux des organisations.

Cas pratique - Travail individuel écrit - L'auditeur doit mettre en application des normes comptables françaises (PCG) et internationales (IFRS) pour l'élaboration des comptes consolidés.

RNCP36741BC06 — Superviser des opérations de gestion de trésorerie et de financement d'une entreprise ou d'un groupe.

LISTE DE COMPÉTENCES

Etablir la trésorerie prévisionnelle d'une entreprise en élaborant des plans et budgets de trésorerie traduisant les décisions de la Direction générale afin d'évaluer les flux financiers futurs de l'entreprise

Mettre en place un suivi de la trésorerie d'une entreprise à l'aide d'indicateurs associés à un tableau de bord dédié afin d'optimiser la gestion des flux de liquidités

Mettre en œuvre des solutions de financement en adéquation avec la structure de l'entreprise, sa stratégie et la politique financière de la Direction générale afin d'assurer la pérennité de l'entreprise

Rédiger un rapport de gestion financière et une demande de financement en sélectionnant des arguments pertinents, afin de le communiquer oralement et de le défendre face à un comité de direction, un conseil d'administration ou un partenaire financier

Organiser l'activité d'une équipe métier-finance, en utilisant le mode projet afin d'élaborer un business plan dans les délais fixés. Animer l'équipe en prenant en compte la diversité de ses membres afin de développer l'engagement de tous

Mettre en œuvre une politique de structuration de haut de bilan d'une entreprise en proposant des solutions de financement adaptées à un projet afin d'assurer le financement d'un projet de développement stratégique

Proposer des solutions de financement du besoin de fonds de roulement d'un projet, en s'appuyant sur les techniques financières adaptées afin d'optimiser les coûts de financement

Analyser une situation concurrentielle et financière en prenant en compte l'ensemble des fonctions de l'entreprise, afin de décliner les objectifs de la direction générale en une stratégie financière

Etablir des documents financiers et budgétaires prévisionnels équilibrés d'un projet en cohérence avec les objectifs de développement de la Direction de l'entreprise et son environnement afin d'en assurer le financement

Décliner les objectifs RSE d'un projet en respectant les obligations légales et les engagements de l'entreprise afin d'atteindre ces objectifs dans ce domaine

Optimiser les résultats financiers et non-financiers en simulant différentes options d'un projet de développement de l'entreprise équilibrées financièrement afin de conseiller la Direction Générale dans sa prise de décision

Rédiger un plan d'affaires (business plan) en faisant ressortir de façon convaincante les diverses éléments opérationnels et financiers pour accompagner la prise de décision

Défendre oralement un plan d'affaires (business plan) en sélectionnant les arguments financiers, techniques et légaux afin de convaincre du bien-fondé du business plan, à la direction générale, à un conseil d'administration ou à des partenaires financiers extérieurs

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Simulation de la gestion financière d'une entreprise sur plusieurs années - En groupe sur 3 jours. Il est demandé à chaque groupe, de gérer les conséquences financières de décisions stratégiques. Chaque auditeur sera évalué individuellement sur ses compétences concernant sa gestion financière de l'entreprise.

Simulation sur 3 jours : L'objectif est d'élaborer en groupe un plan d'affaires (business plan).

1) Collectivement, il est demandé d'élaborer d'un plan d'affaires (business plan) traduisant au niveau d'une Direction financière un projet stratégique d'une Direction Générale incluant un volet RSE.

2) Individuellement, à tour de rôle, de piloter une équipe métier-finance en mode projet, dans le cadre d'un Business plan de façon inclusive.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Cabinet d'Audit

Services de l'Etat, les collectivités locales, les hôpitaux, les associations et fondations.

Le secteur banque / assurance

Secteurs commerciaux, distribution, industrie, cabinets d'expertise-comptable ou de commissariat aux comptes, transport/logistique, conseil.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Manager / Cadre financier, contrôleur de gestion / responsable du contrôle de gestion, consolideur / responsable de la consolidation en entreprise,

Auditeur interne,

Commissaire aux comptes / Auditeur / Chef de mission,

Consultant en finance, organisation et systèmes d'information comptables et financiers qui assure en libéral,

Expert-comptable / collaborateur comptable / Chef de mission.

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Pour exercer ces professions, il faut avoir réussi les examens professionnels du D.E.C (diplôme d'Expertise-comptable) ou du C.A.F.C.A.C (Certificat d'aptitude aux fonctions de commissariat aux comptes) et être inscrit dans les ordres des Experts-comptables ou des Commissaires aux comptes.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 465 €
Familles professionnelles (FAP)	L1X60 — Employés de la comptabilité · tension 4/5 (Élevée) L2X61 — Agents administratifs · tension 1/5 (Très faible) L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables · tension 5/5 (Très élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	49 701
Jugés difficiles à recruter	32 %
Emplois saisonniers	8 %
Familles professionnelles (FAP)	L1X60 — Employés de la comptabilité L2X61 — Agents administratifs L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS
Apprentissage

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Sont recevables les candidats titulaires d'un des diplômes suivants :

Diplôme d'ingénieur habilité par la Commission des Titres d'Ingénieur (liste CTI)

Diplôme d'une école de management habilitée à délivrer le grade national de Master (liste CEFDG)

Diplôme de 3ème cycle habilité par les autorités universitaires (DEA, DESS, Master...) ou diplôme professionnel de niveau BAC + 5

Diplôme de M1 ou équivalent, pour des candidats justifiant d'au moins trois années d'expérience professionnelle.

Titre inscrit au RNCP niveau 7 (ancienne nomenclature niveau I)

Diplôme étranger équivalent aux diplômes français exigés ci-dessus.

Pour des diplômes anciens, qui ne sont plus actuellement délivrés, on se rapprochera de ceux qui s'y sont éventuellement substitués.

Conditions d'accès dérogatoires de la Conférence des Grandes Ecoles :

Dans la limite de 40 % maximum de l'effectif de la promotion suivant la formation Mastère Spécialisé concernée, sont recevables, après une procédure de Validation des acquis personnels et professionnels (VAPP), les candidatures de personnes justifiant à minima de 5 années d'expérience professionnelle (hors stage, césure, cursus initial en alternance).

Par dérogation pour 30 % maximum du nombre de candidats suivant la formation Mastère Spécialisé concernée, sont recevables les candidatures de candidats titulaires d'un des diplômes suivants : Niveau M1 validé ou équivalent sans expérience professionnelle, ou Diplôme de L3 justifiant d'une expérience adaptée de 3 ans minimum

Le pourcentage total des dérogations prévues au (a) et au (b) ci-dessus ne doit pas excéder 40%. Toutefois, dans un contexte de recrutement spécifique (réorganisation d'un secteur d'activité ou d'une entreprise spécifique), ce taux pourra être porté à 60%, sans que les dérogations au titre du 2) ne dépassent pour autant 30%. Dans ce cas, l'école doit justifier cette demande, la Conférence des grandes écoles se réservant le droit de retenir ou rejeter cette option pour les recrutements des candidats.

Etapes de la procédure de sélection :

Etape 1 : Dossier de candidature. Une étude approfondie du dossier de candidature (comprenant CV, relevés de notes, lettre de recommandation, lettre de motivation, présentation du projet professionnel) est réalisée par un jury de sélection prenant en compte les études et l'expérience professionnelle antérieures. Le dossier de candidature est à remplir en ligne.

Etape 2 : l'entretien de motivation pour les admissibles avec un jury sur nos campus.

Un entretien, pour les candidats admissibles uniquement, a lieu devant un jury composé de professeurs de SKEMA et/ou du responsable de la certification. L'entretien vise à comprendre les motivations du candidat et à analyser, au vu de son projet professionnel, la pertinence de la poursuite d'études. Il complète le dossier de candidature qui constitue un premier élément d'appréciation du parcours et des objectifs du candidat.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, VAE

Le jury est constitué de 4 membres dont 2 professionnels externes en activité.

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 696 €
Selon la branche	7 000 € – 9 384 €
Prise en charge	Branches concernées
8 696 €	Valeur par défaut · 199 branches
9 384 €	CPNE autoroutes, CPNE de l'édition de livres, de l'édition phonographique et de l'édition de musique, CPNE des Télécoms, CPNEF de l'Exploitation cinématographique et de la Distribution de films, CPNEF de l'audiovisuel
9 005 €	CPNE FP Branche des magasins du Bricolage
8 813 €	CPNEFP Professions de la Photographie
8 775 €	CPNEFP de la branche des entreprises du bureau et du numérique (commerces et services)
8 600 €	CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet
8 396 €	CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie
7 500 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)
7 400 €	CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes
7 000 €	CPNEFP de la métallurgie

Base légale

Date de décision	20/07/2022
Durée de l'enregistrement	5 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	20/07/2027

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2020	182	0	90 %	88 %
2019	144	0	90 %	98 %
2018	151	0	93 %	92 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP31933

CORRESPONDANCES (PAR BLOCS)

RNCP31933, RNCP34548

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

https://www.skema-bs.fr/programmes/masteres-specialise/ms-audit-contrôle-de-gestion-et-systemes-information/presentation?_gl=1*1bcx6py*_up*MQ..&gclid=Cj0KCQiA8lCOBhDmARIsAEGl6o0wfo2y-sBUV-8bqpU6dzVwy3ImEfpTFzQgnhixjDxtp738WrduvHsaAjxwEALw_wcB

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/36741/>

Où se former

Formations référencées	2
Organismes	1
Régions couvertes	2
Prix indicatif	23 000 €
Durée	476 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	2
Parcours menés à terme	2
Taux d'achèvement	100 %
Période	02/2023 – 09/2024

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	3
Montant total engagé	20 160 €
Coût moyen par dossier	6 720 €

Durée moyenne	489 h
Période	01/2023 – 08/2023
Reste à charge titulaire	42 %
France compétences	33 %
Régions	25 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.